Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Contre-leur-crise-liberons-nous-du

2005, 2007, France, Pays-Bas, Irlande : les peuples disent NON, les dirigeants imposent

Contre leur crise, libérons-nous du carcan de l'Union Européenne

- S'organiser... - FV&R le PCF ! -

Date de mise en ligne : jeudi 19 mars 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Contre la dictature du capitalisme, les peuples doivent reprendre leur souveraineté !

Au fil des ans, l'Union européenne a montré son vrai visage, celui d'une machine de guerre créée par le capitalisme contre les peuples, broyant les droits sociaux et démocratiques nationaux et substituant à la nation une organisation supranationale sur laquelle les peuples n'auraient aucune prise. Aujourd'hui, sa logique de surexploitation des travailleurs et de liberté totale pour le capitalisme apparaît au grand jour. Rappelons que cette structure technocratique a d'abord été inventée pour servir les intérêts des patrons du charbon et de l'acier et pour lutter contre les pays socialistes, dans le cadre de la guerre froide. La « concurrence non faussée » était déjà inscrite dans le traité fondateur, le traité de Rome.

L'Union européenne est antisociale !

Contrairement aux promesses de prospérité, d'emploi et de croissance, le nombre de chômeurs n'a cessé d'augmenter, l'outil industriel d'être détruit, vendu ou délocalisé, la précarité de s'étendre. Les pays de l'Est, dont les économies et les états sont fragilisés et vassalisés, sont utilisés par le patronat pour délocaliser, intensifier la concurrence entre les peuples et le dumping social. Les services publics, les systèmes solidaires de protection sociale, les dépenses sociales ont été privatisés et démantelés. L'ensemble des acquis populaires et progressistes du Conseil National de la Résistance sont en passe d'être liquidés.

L'Union européenne a fortement contribué à la financiarisation de l'économie qui a abouti à la crise actuelle. L'Acte unique européen, l'euro, outil de contrainte monétaire au service du capital, et la Banque Centrale Européenne ont encore accru la pression sur les peuples.
L'Euro ne nous protège pas de la finance, l'U.E. ne nous protège pas de la guerre économique !

L'Union européenne est impérialiste et militariste !

L'Union européenne devait garantir la paix. Elle a attisé la guerre des Balkans, s'est rendue complice du massacre de Gaza, de l'occupation de l'Irak et de l'invasion de l'Afghanistan. Le mini traité constitutionnel adopté en catimini impose aux états membres l'augmentation de leurs dépenses militaires tandis que l'entrée annoncée de la France dans l'Otan symbolise la mise au pas des états européens sous la tutelle de l'impérialisme américain.

L'Union européenne est antidémocratique

En 2005, les français par leur Non très majoritaire ont exprimé leur rejet de cette construction européenne, rejoints par les Pays-bas et l'Irlande. Les dirigeants européens paniqués ont alors renoncé à consulter les peuples et décidé d'imposer leur traité, ce qu'a fait Sarkozy en 2007 au forceps !
L'Union Européenne n'a pas été créée pour élargir les libertés des peuples, mais au contraire, pour nier définitivement leur souveraineté en cassant le cadre de leur expression, la nation. Elle est l'outil des gouvernements

Copyright © Le Vénissian

qui utilisent la Commission européenne et le directoire de la BCE pour imposer leurs décisions. Si nécessaire, la règle de la majorité qualifiée prive les Etats récalcitrants de leur droit de veto. C'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, leur liberté, que l'U.E. est chargée de détruire. La nation et aujourd'hui la commune sont attaquées : l'expression et le contrôle populaire sont insupportables aux capitalistes.

Pour changer de politique en France, il faut s'affranchir du carcan de l'Union européenne

En France comme en Europe, nous sommes des millions à chercher une issue face à la régression sociale et démocratique imposée par les capitalistes. Une majorité populaire aspire à une autre politique, centrée sur la satisfaction des besoins des plus pauvres et les moyens de vivre décemment pour tous, sur la défense du salaire, la réappropriation des principaux moyens économiques et financiers du pays. Elle ne pourra se conquérir que par les luttes et le respect de la souveraineté du peuple dans le cadre des institutions de la nation. Pour se concrétiser, cette volonté populaire affrontera inévitablement les diktats de Bruxelles et devra s'affranchir des contraintes - traités et autres directives - de l'Union européenne.

La France doit refuser de respecter les traités de Rome, Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, les règles de la BCE et les diktats de la Commission européenne.

Nous voulons l'internationalisme la solidarité, le développement de coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines, européennes ou non, pour un monde de paix et de progrès.

Nous nous prononçons pour le respect de la souveraineté des peuples de chaque pays, condition d'un véritable internationalisme, d'une véritable coopération entre nations d'ici et d'ailleurs.

Post-scriptum :

en signant cet appel, merci de mettre un prénom et un nom, ainsi que le code postal et la ville dans la zone de commentaire.

Copyright © Le Vénissian